

Le Maire

Monsieur le Président,

J'ai bien pris note de vos intentions, réitérées publiquement ces dernières semaines, de ne laisser aucun salarié de PSA-Aulnay pointer au Pôle emploi et de tout faire pour contribuer au maintien de la vocation industrielle du site. J'entends aussi l'engagement écrit que le groupe Peugeot-Citroën prend aujourd'hui devant moi de ne chercher en aucune manière à se livrer à une opération spéculative sur le foncier. Je retiens enfin votre volonté d'agir « *de manière exemplaire* » en faveur du reclassement des salariés et de la revitalisation du site.

Ces précisions apportées, vous me demandez de faciliter, et même de hâter, le processus que vous me dites avoir enclenché de réimplantation d'emplois sur le bassin aulnaysien. Vous savez que notre Ville s'est appliquée, sous ma mandature, à entretenir les relations les meilleures avec la direction de l'usine PSA et à répondre, dans toute la mesure de nos possibilités, aux sollicitations qui pouvaient nous être faites. La longue histoire qui lie PSA à Aulnay, ainsi que le prestige attaché au 2^e constructeur français, m'ont toujours conduit à faire prévaloir entre nous les marques du plus grand respect.

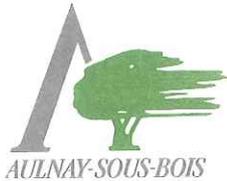
Vous imaginez aisément, eu égard à ce climat de confiance, la stupeur qui fut la mienne d'apprendre par voie de presse la nouvelle de la fin de la production d'automobiles à Aulnay. M'étant rendu le jour même auprès des salariés, j'ai pu mesurer le choc psychologique produit par cette annonce survenue à la veille des congés d'été. Une courtoisie élémentaire aurait pu vous inciter à m'informer au préalable d'une décision si lourde de conséquences pour Aulnay et les familles concernées. Ai-je besoin d'insister sur le fait que notre commune sera appelée à gérer les effets sociaux désastreux induits par la perte éventuelle de tant d'emplois ?

Vous savez en outre que durant les mois précédant l'événement, toutes les fois où j'ai questionné les membres de la direction du groupe, dont vos plus proches collaborateurs, sur les probabilités d'une fin de la production à Aulnay, ceux-ci ont rejeté l'hypothèse avec force gestes de dénégation. Or, il me paraît hautement improbable qu'un plan social de cette envergure, le plus important depuis vingt ans dans notre pays, ait pu être improvisé en quelques jours. Ces considérations, auxquelles il faut ajouter votre choix d'attendre l'après présidentielle pour passer aux actes, ont semé le doute quant à vos véritables intentions.

La démarche que vous entreprenez aujourd'hui auprès de notre ville témoigne d'ailleurs de votre volonté de renouer les fils d'un dialogue qui n'aurait jamais dû s'interrompre. Je ne doute pas qu'elle soit également inspirée par la décision unanime de notre Conseil municipal de se doter d'une arme juridique nous permettant de surseoir deux années durant à tout dépôt de permis de construire dans le périmètre comprenant le site de PSA. Ce vote solennel de notre Assemblée communale doit être interprété comme une affirmation forte, de la part des élus, de n'être pas relégués en bout de table des discussions, mais de faire entendre la voix des salariés et des habitants dans le cadre des enjeux majeurs qui conditionnent l'avenir de cette partie du territoire.

Aulnay-Sous-Bois, le 21 septembre 2012

PEUGEOT SA Siège social
A l'attention de Monsieur Philippe VARIN
75 avenue de la Grande Armée
75016 PARIS



De ce point de vue, votre décision de cesser d'assembler la C3 à Aulnay constitue un signal extrêmement négatif à l'adresse des acteurs du tissu économique et social environnant. Elle entre en contradiction avec l'immense potentiel dont est doté l'Est francilien et que consacre, à travers notamment l'implantation d'une gare du Grand Paris, une politique résolue d'investissements des pouvoirs publics.

Notre ville prend une part active dans cet effort général de relance visant en dernier ressort à sortir la Seine-Saint-Denis de ses difficultés. C'est à l'aune de ce défi considérable, à bien des égards historique, que doit se jauger le plan de revitalisation que vous nous proposez. Or, ce plan apparaît de prime abord loin du compte en termes de créations d'emplois et d'ambition économique. Il demande à être confronté aux visions dont sont porteurs les acteurs publics et privés désireux d'assurer l'essor d'une économie industrielle forte sur ce terrain stratégique, situé au carrefour de trois autoroutes et de deux aéroports internationaux.

Le débat ne peut donc se limiter à un face à face entre le Président du Directoire de PSA et le maire d'Aulnay-sous-Bois. L'Etat en premier lieu, aux côtés des aménageurs du territoire que sont les élus locaux, en particulier ceux de la Région et du Département, ainsi que les partenaires sociaux et les décideurs économiques privés, doivent contribuer, chacun pour la part qui lui revient, à réussir la mutation en cours. Cette idée va dans le sens de la demande de concertation exprimée par le Président de la République lorsqu'il a reçu, jeudi 20 septembre, l'intersyndicale à l'Élysée.

Dans un tel cadre, je suis tout à fait disposé à entamer avec vous une réflexion autour de la revitalisation du site de PSA-Aulnay. J'attendrai toutefois d'avoir pris connaissance des conclusions du rapport Secafi mandaté par le comité central d'entreprise. Je laisse naturellement aux salariés du site d'Aulnay le soin de valider ou non les conditions de reconversion d'emplois qui leur sont faites. Dans l'intervalle, et jusqu'à plus ample informée, notre municipalité continuera de soutenir, par tous les moyens légaux, les actions de l'intersyndicale.

Permettez-moi un dernier mot pour vous indiquer combien les circonstances dramatiques de ce dossier s'accommodent mal de toute forme de pression morale. Je ne sache pas, en effet, que les observations du rapport Sartorius vous placent dans une position telle qu'elle autorise à vous prévaloir de « *l'intérêt direct et immédiat des salariés concernés* ».

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma considération.

Gérard Ségura,
Maire d'Aulnay-sous-Bois,
Vice-Président du Conseil général
chargé de l'aménagement, du développement économique et de la reconquête industrielle



Copies :

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale
- Monsieur Daniel GOLDBERG, député de la Seine-Saint-Denis
- Madame Marie-George BUFFET, députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne ministre
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France